

PERMIS DE CONSTRUIRE
ACCORD AVEC PRESCRIPTIONS
DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Arrêté N° 2021-0235

RÉFÉRENCE DU DOSSIER :	DESCRIPTION DE LA DEMANDE :
Numéro : PC 038565 20 10017 Déposé le : 20/11/2020 Avis de dépôt affiché le : 24/11/2020 Complet le : 23/02/2021 Par : LELY ENVIRONNEMENT Représentée par Monsieur LELY Bernard Demeurant : 38 RUE PIERRE SEMARD 38600 FONTAINE Sur un terrain sis : RUE VAUCANSON Cadastré : BN814, BN816	Objet : Nouvelles constructions et réhabilitation Destination(s) : Bureaux, Industrie Surfaces de plancher : Créée : 1 798,00 m² Surfaces fiscales : Surface taxable créée : 1798,00 m² Stationnement(s) extérieur(s) : 240

Le Maire,
Vu la demande de Permis de construire susvisée,
Vu les pièces complémentaires et modificatives déposées les 22/01/2021 et 23/02/2021,
Vu le Code de l'Urbanisme,
Vu l'article L 332-8 du Code de l'Urbanisme relatif à la réalisation d'équipements publics exceptionnels,
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17 février 2014, modifié les 28/01/2016, le 07/07/2016, le 18/05/2017 et le 21/03/2019,
Vu le Plan de Prévention des Risques naturels (PPRN) approuvé par Arrêté Préfectoral du 22 avril 2011,
Vu le Plan de Prévention des Risques d'Inondation " Isère-Aval " (PPRI) approuvé par Arrêté Préfectoral du 29 août 2007,
Vu le Plan de Prévention des Risques Technologiques pour l'Etablissement Titanobel à Saint Quentin sur Isère approuvé par arrêté Préfectoral n° 38-2018-12-20-002 du 20 décembre 2018,
Vu la délibération du Conseil Municipal de Voreppe en date du 22/11/2011, fixant le taux de la taxe d'aménagement à 5%.
Vu la non opposition à la Déclaration Préalable de division n° 038 565 2010021 en date du 12/03/2020,
Vu l'avis favorable de la CAPV - Service de l'Eau potable en date du 12 janvier 2021 ,
Vu l'avis favorable de la CAPV - Service Assainissement collectif en date du 13 janvier 2021 ,
Vu l'avis favorable d'ENEDIS - Direction Régionale Alpes - Service Urbanisme - Accueil raccordement Client en date du 15 janvier 2021 ,
Vu l'avis favorable de Transport Electricité Rhône Alpes / Auvergne - EDF - RTE en date du 18 décembre 2020 ,
Vu l'avis favorable de l'Association Syndicale de gestion des cours d'eau de Voreppe à Moirans en date du 16 décembre 2020 ,
Vu l'avis favorable de la CAPV - Service Patrimoine en date du 17 février 2021,
Vu l'avis favorable de la CAPV - Service Collecte ordures ménagères en date du 07 janvier 2021 ,
Vu l'avis favorable avec prescriptions du Transport Electricité Rhône Alpes / Auvergne - EDF - RTE en date du 18 décembre 2020
Vu l'avis favorable de la DREAL Auvergne Rhône-Alpes - Pôle Risques Technologiques en date du 17 décembre 2020 ,
Vu l'avis favorable de GRTgaz - DO - PERM - Equipe travaux tiers & Urbanisme en date du 04 janvier 2021 ,
Vu l'avis de SPMR - Servitude I1 Hydrocarbures - Société du Pipeline Méditerranée Rhône en date du 08 janvier 2021,

Vu l'avis de TRANSUGIL ETHYLENE chez TOTAL RAFFINAGE FRANCE Servitude I1
TRANSUGIL ETHYLENE en date du 15 décembre 2020 ,
Vu les avis de l'architecte conseil en date des 07/12/2021 et 01/03/2021,

CONSIDERANT que, conformément à l'Article L.332-8 du Code de l'Urbanisme, une participation spécifique peut être exigée auprès des bénéficiaires des autorisations de construire qui ont pour objet la réalisation de toute installation à caractère industriel, notamment relative aux communications électroniques, agricole, commercial ou artisanal qui, par sa nature, sa situation ou son importance, nécessite la réalisation d'équipements publics exceptionnels,
CONSIDERANT que le projet consistant à la construction et la réhabilitation de bâtiments à destination d'industrie ayant pour objet l'implantation d'une activité spécialisée dans la gestion des déchets, nécessite la réalisation d'équipements publics exceptionnels à savoir la pose d'un poste de livraison d'électricité HTA rendu nécessaire par le projet,

ARRÊTE

Article 1 : L'autorisation faisant l'objet de la demande susvisée est **accordée sous les réserves suivantes :**

Accès - circulation :

- Les accès se feront conformément au plan de masse. L'aménagement de ces accès sera réalisé aux frais du demandeur. Le demandeur devra solliciter et obtenir auprès du gestionnaire de la voirie compétent une permission de voirie pour la création de ses accès avant tout commencement des travaux.

- Les circulations se feront également conformément au plan de masse.

La sécurité des piétons et des cycles sera assurée par des aménagements adéquats.

Réseaux :

- Le projet sera raccordé au réseau public d'eau potable aux frais du demandeur conformément au plan de masse (cf. avis ci-joint).

- Le projet sera raccordé au réseau public d'eaux usées aux frais du demandeur conformément au plan de masse (cf. avis ci-joint). Les évacuations se feront obligatoirement en type séparatif de la construction jusqu'au réseau public.

- Les eaux pluviales devront être traitées conformément au plan masse. Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur, après mise en œuvre de tout dispositif opportun permettant d'écarter les débits d'apport. Le demandeur devra se rapprocher du gestionnaire (CAPV - GEPU) afin de connaître le débit.

Aucun rejet dans le milieu naturel n'est autorisé. En tout état de cause les prescriptions émises par l'Association Syndicale de gestion des cours d'eau seront strictement respectées (cf. avis ci-joint).

- Le projet sera raccordé au réseau public d'électricité (cf. avis ci-joint). L'attention du demandeur est attirée sur le fait qu'ENEDIS a donné un avis favorable pour un projet à concurrence d'une puissance de raccordement de 500kVA triphasé. Le projet nécessite l'installation d'un poste de livraison HTA. Son positionnement sera situé en bordure de la voie publique et avec accès direct sur celle-ci. L'emplacement fera l'objet d'un accord préalable du gestionnaire. Par ailleurs, le projet nécessitant une alimentation en haute tension, le poste de livraison ne pourra être assimilé à un équipement propre. **Il sera à la charge du demandeur au titre des équipements publics exceptionnels.**

- L'attention du demandeur est attirée sur le fait que la construction devra être équipée des infrastructures (fourreaux, chambres...) pour assurer le cheminement des câbles optiques jusqu'au domaine public de manière à pouvoir être raccordé au réseau de l'opérateur lors de sa réalisation.

- Tous les réseaux (ainsi que : téléphone, gaz, câble...) seront obligatoirement enterrés de la limite parcellaire jusqu'à la construction.

Autres prescriptions :

- L'attention du demandeur est attirée sur le fait que les professionnels peuvent avoir recours au service de collecte du Pays Voironnais. Dans ce cas, le demandeur est invité à respecter les prescriptions émises par le gestionnaire (cf. avis ci-joint).

- Les surfaces non construites (en dehors du stationnement) seront plantées et/ou engazonnées. Afin de préserver le paysage, le végétal, et l'identité locale, il est conseillé de s'inscrire dans la charte paysagère du Pays Voironnais. **En tout état de cause, les surfaces minimum d'espaces libres, plantations et surfaces de pleine terre devront être respectées.**

- Ouvrages techniques :

° La pose en saillie des ouvrages techniques est interdite.

° Les ouvrages techniques (système de refroidissement, rejet des bouches de chaudière, dispositifs de climatisation, chauffe eau solaire, éléments de compteur...) doivent faire l'objet d'une intégration architecturale au volume des toitures des bâtiments, ou posés au sol.

- La teinte de la clôture sera assortie aux constructions pour une meilleure harmonie.

- **Toute modification du projet devra faire l'objet d'une validation par la commune avant mise en œuvre.**

Article 2 : Le demandeur est invité à prendre en compte les remarques/observations suivantes :

Risques naturels :

L'ensemble des dossiers de Plan de Prévention des Risques est consultable à l'hôtel de ville ainsi que sur le site internet de la commune www.voreppe.fr.

- L'attention du demandeur est attirée sur le fait qu'un Plan de Prévention des Risques naturels (PPR) a été approuvé par Arrêté Préfectoral du 22 avril 2011. Au vu du PPR naturels, le terrain est concerné par une zone bleue "Bf2" de risque de suffosion. Il est de la responsabilité du maître d'ouvrage, de s'assurer que ledit projet respecte toutes les mesures techniques appropriées pour se prémunir contre ces risques. De plus, le demandeur est informé de l'existence d'un ancien fossé syndical aujourd'hui canalisé le long de la rue Emile Romanet. Aussi, les mesures de précaution seront prises (cf. avis de l'Association Syndicale de gestion des cours d'eau ci-joint).

- L'attention du demandeur est attirée sur le fait que son terrain est situé, au regard du Plan de Prévention des Risques d'Inondation "Isère Aval" approuvé par arrêté préfectoral du 29 août 2007, en zone d'aléa faible "Bir" correspondant au risque d'inondation par remontée de nappe ou de refoulement par les réseaux. Conformément au règlement, le premier plancher utilisable, édifié sur remblai, sur pilotis ou sur vide sanitaire ouvert, ainsi que toutes les ouvertures, devront être situés à **0,50 m au-dessus du terrain naturel en tout point des constructions.**

- Le projet est situé en zone sismique niveau 4. Les règles de construction respecteront les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2011112-0023 du 22 avril 2011 et du décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 relatifs à la prévention des risques sismiques.

Risques technologiques / et nuisances :

- L'attention du demandeur est attirée sur le fait que le terrain est concerné par le Plan de Prévention des Risques Technologiques pour l'établissement Titanobel implanté à Saint Quentin sur Isère, approuvé par Arrêté Préfectoral n° 38-2018-12-20-002 du 20 décembre 2018 (zone "b1" et b2"). Le demandeur est invité à prendre toutes les précautions indiquées dans le règlement de PPRT.

- L'attention du demandeur est attirée sur le fait que le terrain considéré est concerné par un risque généré par une ou plusieurs canalisations de transport de matières dangereuses. Le demandeur devra prendre l'attache des exploitants avant tout commencement des travaux auprès du guichet unique.

- L'attention du demandeur est attirée sur le fait que le terrain est surplombé par un ligne électrique aérienne haute tension (63 kVa). Les constructions érigées devront respecter les distances réglementaires de sécurité ; le demandeur devra strictement respecter les prescriptions émises par RTE. De plus, il devra au préalable se conformer aux procédures de déclaration de projet de travaux (DT et DICT) auprès du guichet unique (cf. Avis ci-joint).

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

- Le présent arrêté ne vaut pas autorisation d'exploitation d'un établissement classé délivrée par la Préfecture.

- Le présent arrêté d'autorisation de construire ne dispense pas le demandeur de satisfaire, le cas échéant, aux obligations et prescriptions de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (loi n° 76-663 du 19 juillet 1976).

Taxes et participations :

- La présente autorisation d'urbanisme est soumise à la Taxe d'Aménagement (part Communale et part Départementale).
- La présente autorisation d'urbanisme est soumise à la Redevance d'Archéologie Préventive.
- Le projet nécessite l'installation d'un poste de livraison HTA qui sera à la charge du demandeur au titre des équipements publics exceptionnels, conformément à l'Article L332-8 du Code de l'Urbanisme. **Le montant indiqué par ENEDIS est de 5.378,40 € HT.**

Suivi de chantier :

L'attention du demandeur est attirée sur le fait qu'il lui appartient d'informer la mairie de l'avancement du chantier en déposant les documents suivants :

- Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC) au démarrage des travaux (lien : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R1976>)
- Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DACT) en fin de chantier (lien : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R1978>) Cette dernière doit être accompagnée de l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique (AT3).

Article 3 : La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Voreppe, le 05/03/2021



Pour le Maire,
Jean-Louis SOUBEYROUX
Adjoint chargé de l'urbanisme, de
l'aménagement et des nouvelles technologies

- J'attire votre attention sur le fait que la présente décision ne préjuge en rien d'une éventuelle autorisation liée à une autre législation.
- Tout projet de pose d'enseigne devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable au service environnement.
- Le projet sera soumis à la Participation pour le Financement de l'Assainissement collectif (PFAC) cf. avis ci-joint.

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à votre égard.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

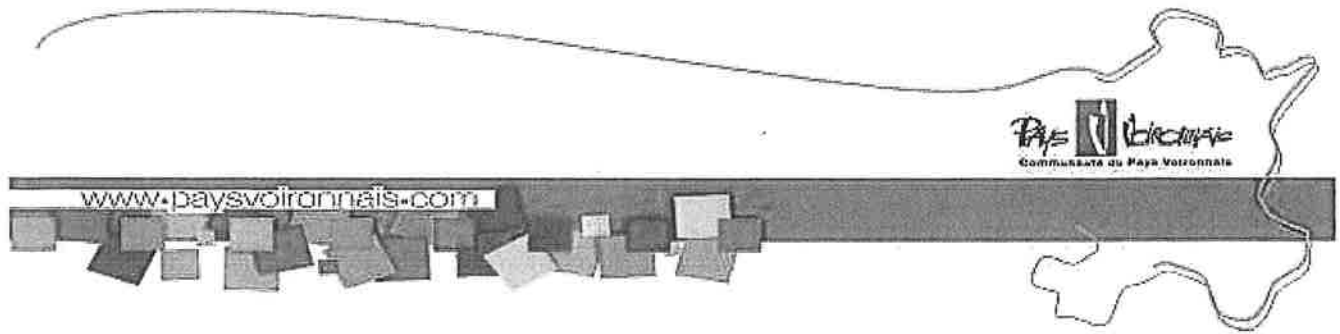
OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.



**Mairie de Voreppe
Service Urbanisme
1 Place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 VOREPPE CEDEX**

Eau & Assainissement

Voiron, le 12 janvier 2021

Nos Réf. : LM/BS/

Objet : Avis Eau

Dossier 5650666DAC suivi par :
Boris SAILLARD
Tél. 04 76 93 16 90 - Fax 04 76 93 17 91

Madame, Monsieur,

Suite à votre courrier réceptionné le 08/12/20, je vous communique l'avis du Service Eau et Assainissement, concernant le projet ci-dessous.

Nom du demandeur : SAS LEVY ENVIRONNEMENT, représenté par Monsieur LEVY Bernard
N° et type de dossier : PC 038 565 20 10017
Adresse des travaux : Rue VAUCANSON
38340 VOREPPE
Référence cadastrale : BN 814 BN 816p
Projet : Construction et la réhabilitation de bâtiments destinées à recevoir l'activité de la société LEVY ENVIRONNEMENT

Réponse :

LE TERRAIN EST DESSERVI ? :

X OUI

X Sous le domaine public :

X Au droit du terrain

O Raccordement inférieur à 25 ml.

O A mètres du terrain : *servitude à obtenir pour passage en domaine privé*

O Raccordement possible sur conduite privée, en domaine privé : *Servitude et autorisation à obtenir*

O Sous le domaine privé réalisé par l'aménageur

LE RESEAU EST-IL SUFFISANT ?

X OUI

O NON.

En cas de renforcement de réseau, le concessionnaire prendra-t-il en charge l'investissement ?

O OUI : Dans quels délais ?

O NON

O NON. En cas d'extension de réseau, le concessionnaire prendra-t-il en charge l'investissement ?

O OUI : Dans quels délais ?

O NON

En outre, conformément aux dispositions de l'article 51 de la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 modifiant l'article L332.15 du Code de l'Urbanisme : "l'autorisation peut également, avec l'accord du demandeur et dans les conditions définies par l'autorité organisatrice du service public de l'eau ou de l'électricité, prévoir un raccordement aux réseaux d'eau ou d'électricité empruntant, en tout ou partie, des voies ou emprises publiques, sous réserve que ce raccordement n'excède pas cent mètres et que les réseaux correspondants, dimensionnés pour correspondre exclusivement aux besoins du projet, ne soient pas destinés à desservir d'autres constructions existantes ou futures".

Aussi, vous voudrez bien prendre en compte les renseignements suivants :

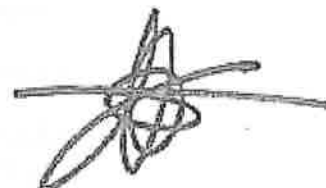
Au regard des éléments présents dans votre dossier, le projet n'est pas desservi au droit du terrain, la distance de raccordement :

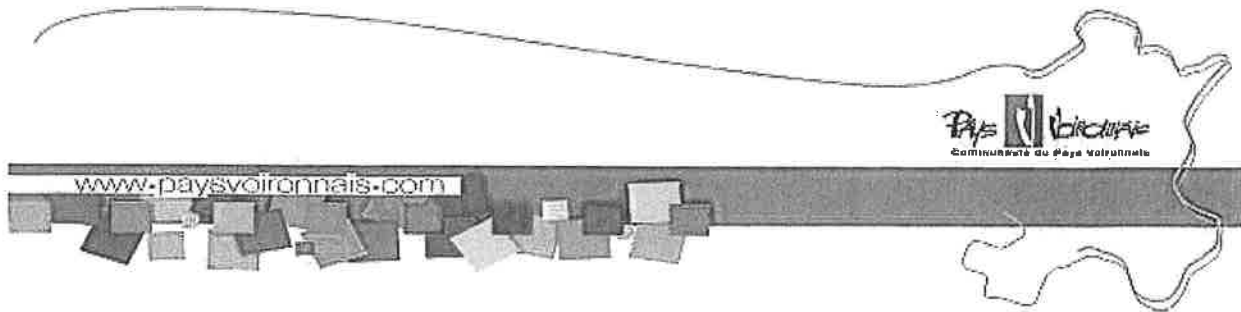
☐ Excède 100 mètres.

☐ N'excède pas 100 mètres : *Montant estimatif de :€ H.T.*

Je vous prie de recevoir, Madame, Monsieur, l'assurance de mes meilleures salutations.

Thaïs VALENTINO,
Directrice.





**Mairie de Voreppe
Service Urbanisme
1 Place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 VOREPPE CEDEX**

Eau & Assainissement

Voiron, le 13 janvier 2021

Nos Réf. : LM/BS/ **Objet : Assainissement Collectif**

Madame, Monsieur,

Dossier 5650666DAC suivi par :
Boris SAILLARD
Tél. 04 76 93 16 90 - Fax 04 76 93 17 91

Suite à votre dossier de consultation arrivé au Pays Voironnais le 08/12/20, je vous communique l'avis du Service Eau et Assainissement concernant le projet ci-dessous.

Nom du demandeur : SAS LEVY ENVIRONNEMENT, représenté par Monsieur LEVY Bernard
N° et type de dossier : PC 038 565 20 10017
Adresse des travaux : Rue VAUCANSON 38340 VOREPPE
Référence cadastrale : BN 814 BN 816p
Projet : Construction et la réhabilitation de bâtiments destinées à recevoir l'activité de la société LEVY ENVIRONNEMENT

Je vous informe que le projet est **desservi par le réseau public d'eaux usées**.

Le dossier ne précise pas si le projet sera amené à produire des eaux usées non domestiques. Si tel est le cas seul des eaux usées domestiques ou assimilées domestiques pourront être raccordées au réseau de collecte des eaux usées. Pour toutes eaux d'une autre nature, le service assainissement devra être consulté pour avis et éventuelle autorisation.

Observations techniques :

- Le demandeur devra prendre à sa charge la partie du branchement située sous le domaine public (du collecteur à la boîte de branchement de la construction). Le Service Assainissement peut réaliser le branchement sur proposition d'un devis.
- Pour rappel, les eaux usées et les eaux pluviales doivent être séparées.
- Le pétitionnaire devra contacter le Service Assainissement dès la fin des travaux, lorsque toutes les évacuations de l'habitation seront en service (salle de bain, WC, éviers) afin de prendre rendez-vous pour le contrôle de conformité de l'assainissement en lien avec la DACT.

Pour information, le projet sera soumis à la **Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC)** qui sera exigible une fois l'arrêté délivré par la Mairie et le délai de recours des tiers passé. Elle est calculée à partir de la surface de plancher autorisée dans l'arrêté de permis de construire.

Montant indicatif PFAC (pour 2020) : 11 206€

Pour le suivi du dossier, merci de nous transmettre l'arrêté (accord ou refus) dès sa délivrance.

Je vous prie de recevoir, Madame, Monsieur, l'assurance de mes meilleures salutations.

**Thaïs VALENTINO,
Directrice.**



Enedis - DR Alpes

A l'attention de service Urbanisme
MAIRIE
1 PLACE CHARLES DE GAULLE
38565 VOREPPE

Téléphone : 04 38 12 18 74

Télécopie :

Courriel : alp-cuau@enedis.fr

Interlocuteur : Vincent RAYMOND (04 79 96 78 82)

Objet : **Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme**

GRENOBLE, le 15/01/2021

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction de l'Autorisation d'Urbanisme PC0385652010017 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

Adresse : RUE VAUCANSON
38340 VOREPPE
Référence cadastrale : Section BN , Parcelle n° 814-816p
Nom du demandeur : LELY BERNARD

Pour la puissance de raccordement demandée de 500 kW triphasé (*attention : réseau 15 kV*) et sur la base des hypothèses retenues pour notre analyse, nous vous informons qu'une contribution financière¹ est due par la CCU à Enedis, hors exception. Le montant de cette contribution, transmis en annexe, est réalisé selon le barème en vigueur.

Cette réponse reste valable pendant la durée de validité de l'autorisation d'urbanisme et est susceptible d'être revue :

- en fonction des actualisations des prix des raccordements,
- en cas de non obtention des servitudes de passage éventuellement nécessaires.

Cette réponse ne précise pas la contribution due par le client à Enedis.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Vincent RAYMOND

Votre conseiller

PJ : Plan du réseau public de distribution d'électricité indiquant les travaux d'extension nécessaires

¹ Cette contribution financière est prévue à l'article L342-11 du code de l'énergie



Annexe : Contribution due par la CCU

Libellé	Quantité	Prix unitaire	Montant HT	Part./Refact.
Cout fixe de l'extension hors terrain	1	7 452.00 €	4 471.20 €	40 %
Cout variable de l'extension	8	189.00 €	907.20 €	40 %
Montant total HT			5 378.40 €	

Pour votre information, en application de l'arrêté² du 17 juillet 2008, ce chiffrage intègre le fait qu'Enedis prend à sa charge 40 % du montant des travaux de l'opération de raccordement de référence définie dans l'arrêté³ du 28 août 2007.

Nous vous précisons que le délai des travaux sera de 4 à 6 mois après l'ordre de service de la CCU et l'accord du client au sujet des devis respectifs.

Nous vous demandons d'indiquer explicitement sur l'autorisation d'urbanisme :

-> La puissance de raccordement pour laquelle ce dossier a été instruit, à savoir 500 kW triphasé. Si cette puissance de raccordement retenue n'est pas inscrite dans l'autorisation d'urbanisme, et que le bénéficiaire demande une puissance de raccordement supérieure à celle indiquée ci-dessus, une éventuelle contribution financière pour des travaux de raccordement pourrait être à la charge de la CCU (ou de l'EPCI).

-> Conformément à la NF C13-100, le poste de livraison HTA doit satisfaire à l'exigence d'accès. Pour ce faire Enedis préconise qu'il soit situé en bordure et au niveau d'une voie publique avec accès direct sur celle-ci. L'emplacement proposé par le pétitionnaire fera l'objet de l'accord préalable du Gestionnaire de Réseau de Distribution (Enedis).

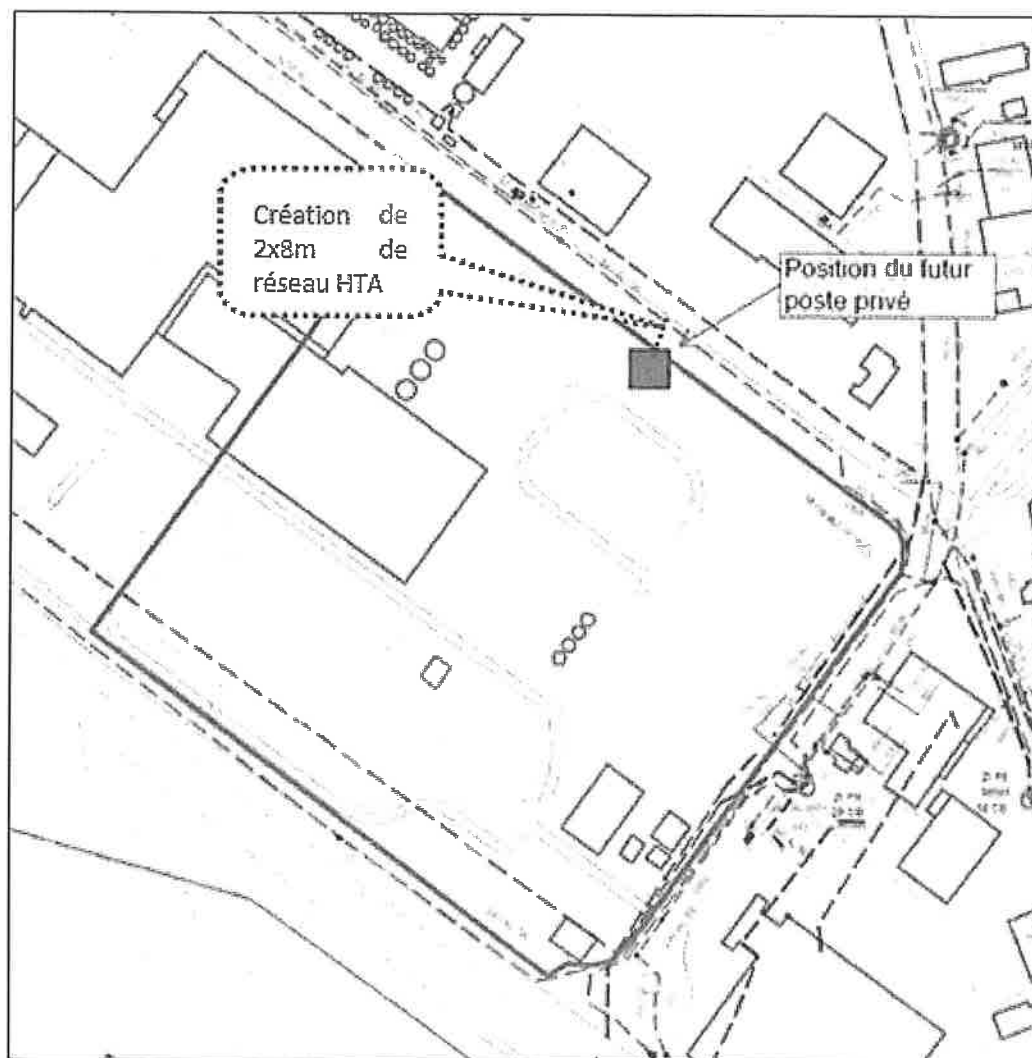
ATTENTION : le projet proposé tel que décrit nécessitant une alimentation en haute tension (HTA), nous tenons à vous préciser que l'application de l'article L.332-15 du Code de l'Urbanisme 3^{ème} alinéa et la qualification de branchement long à celui-ci ne peuvent être utilisées car ce type d'ouvrage ne peut jamais être assimilé à un équipement propre ou à un branchement.

En effet, le cahier des charges de concession pour la distribution publique d'électricité réserve cette qualification aux seuls ouvrages basse tension (BT) (cf. article 15).

¹ Arrêté du 17 juillet 2008, publié au Journal Officiel le 20 novembre 2008, fixant les taux de réfaction mentionnés dans l'arrêté du 28 août 2007 fixant les principes de calcul de la contribution mentionnée aux articles 4 et 18 de la loi no 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité.

NB : Désormais les articles 4 et 18 de la loi n° 2000-108 sont codifiés aux articles L342-6 et L342-11 du code de l'énergie.

³ Arrêté du 28 août 2007 fixant les principes de calcul de la contribution mentionnée aux articles 4 et 18 de la loi no 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité.



Grenoble, le 16 décembre 2020

Affaire suivie par :

Secrétariat : Mme MASI (Tél. 04 76 48 82 71)

Service Technique : M. GLENAT (Tél. 04 76 48 82 70)

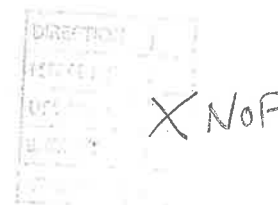
Objet : Avis sur PC n° 038 565 20 10017

Construction locaux d'activité

Rue Vaucanson à Centr'alp à Voreppe

Demandeur : LELY ENVIRONNEMENT

Monsieur le Maire
MAIRIE DE VOREPPE
1 place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 VOREPPE CEDEX



MAIRIE DE VOREPPE		
ARRIVEE LE		
- 5 JAN. 2021		
N°	ORIGINAL POUR SUITE A DONNER	
COPIES	Pour info	Pour avis

Monsieur le Maire,

Comme suite à votre courrier du 2 décembre 2020 concernant l'affaire citée en objet et après examen du dossier annexé à ce dernier, nous vous prions de prendre en considération les éléments de réponse ci-après.

1) L'inondation du secteur

Le tènement concerné par la présente demande est situé dans la zone historiquement inondable de l'Isère définie par la crue de 1859 et qui a servi de délimitation au périmètre de l'AS de Voreppe à Moirans.

- Inondabilité par rapport à l'Isère (rapport Sogréah 07-2001)

Des simulations de crue ont été réalisées en 2001 sur l'Isère depuis la crue décennale jusqu'à la crue bicentennale. Elles mettent en évidence que, sans rupture de digue, votre parcelle ne serait pas inondable pour les fréquences simulées.

- Inondabilité par rapport au réseau syndical

Le risque d'inondation par des petits cours d'eau de cette zone reste par ailleurs à établir pour le secteur où est situé le projet. Une étude locale permettra, après sa réalisation, de connaître les champs d'inondation de chacun d'eux en l'état actuel (pour des fréquences allant de Q 10 à Q 100) et d'envisager à partir des résultats obtenus comment remédier à la situation hydraulique existante. Cette étude devrait permettre de savoir si des travaux seraient éventuellement à entreprendre, après enquêtes publiques et autorisations administratives, aux frais de maîtres d'ouvrages à instituer (communes, EPCI ou encore EPAGE.....). Nous insistons sur le fait qu'il n'est pas exclu que les solutions à adopter prévoient la réouverture d'anciens fossés classés aujourd'hui busés ou bouchés voire même déviés.

2) En ce qui concerne le traitement des eaux pluviales, nous avons bien noté le raccordement au réseau public pré-dimensionné à cet effet selon l'Arrêté Préfectoral n° 90-1433 du 30 mars 1990 élaboré dans le cadre de l'aménagement de la zone industrielle de Moirans-Voreppe.

Par ailleurs, nous avons bien noté également l'importance du volet paysager dans ce projet. Il est vrai que l'utilisation des espaces disponibles pour la création de zones tampons ou encore de fossés de rétention des eaux pluviales n'aurait pu être que bénéfique en matière de lutte contre les inondations.

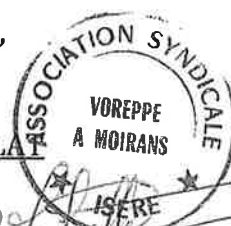
3) Les extraits de plan masse joints au dossier ne font pas apparaître clairement le long de la rue Emile Romanet, l'existence d'un ancien fossé syndical aujourd'hui canalisé. Nous rappelons par mesure de précaution, pour la stabilité de l'ouvrage que toute implantation devra respecter une distance par rapport à l'axe des buses correspondant à de = (4 mètres + $\frac{1}{2}$ diamètre de la buse au moins).

Dans l'attente, nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Président,

I.P. MICHALLAT



PJ : 1 plan de situation

PLAN DE SITUATION

AU 1/10000°



Reçu le 22-02-2021

MAIRIE DE VOREPPE
1 Place Charles de Gaulle
38341 VOREPPE

A destination de Monsieur S.RAFFIER

SERVICE PATRIMOINE

Voiron, 17 Février 2021

Nos Réf.

Objet : Avis PC n°038565 2010017

Dossier suivi par :
Quentin PAILLET
Tél. 04 76 27 94 24

quentin.paillet@paysvoironnais.com

Monsieur,

Nous accusons réception d'un exemplaire du dossier de demande de permis de construire n° 038565 2010017, déposé en mairie le 20/11/2020 au nom de la société LELY ENVIRONNEMENT représentée par Monsieur Bernard LELY pour la construction et la réhabilitation de bâtiments de bureaux et industriels sur le parc d'activités de Centr'Alp, rue Vaucanson.

Suite à l'étude des éléments techniques complémentaires fournis, les notices et plans de masse, nous émettons un **avis favorable**.

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Dominique PALLIER
Directeur Général Adjoint

Signé par : Dominique PALLIER
Date : 19/02/2021
Qualité : Directeur Général Adjoint

Pays Voironnais
Communauté du Pays Voironnais

COMMUNAUTÉ DU PAYS VOIRONNAIS

40 rue Marconi - CS 40384
38100 Voiron Cedex
Tél. 04 76 63 17 77

www.paysvoironnais.com

SERVICE GESTION
DES DECHETS

Ville de Voreppe
Hotel de Ville
1 Place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 Voreppe Cedex

A l'attention de Mme FAMIANO

Voiron, le 7 janvier 2021
Nos Réf :
JIB/ D-OMC- 2020

Objet : AVIS : PC 038 565 20 10017 - LELY - Rue Vaucanson - Voreppe

Dossier suivi par :
Isabelle BAGDAHN
Tél. : 06 26 47 95 87

Isabelle.bagdahn@paysvoironnais.com

Vos Réf : PC 038 565 20 10017

Madame, Monsieur,

La Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais (CAPV), assure la collecte et le traitement des déchets des ménages (art L2224-13 du Code Général de Collectivités Territoriales CGCT).

Les professionnels peuvent avoir recours au service de collecte de la CAPV pour des déchets assimilables aux déchets ménagers et sans sujétions techniques particulières.
La notion de déchets assimilés se caractérise par le fait de pouvoir les collecter et les traiter en même temps que ceux des ménages et dans les mêmes conditions.

Le Service Public de la Gestion des Déchets sur notre Collectivité s'organise selon les règles suivantes :

Les collectes s'effectuent sur le Domaine Public uniquement.

A cet effet, le site devra disposer d'une aire de présentation permettant aux usagers d'amener leurs conteneurs et à nos agents d'en assurer leur collecte.

Cette dernière devra être accessible à notre véhicule, sans manœuvre ni marche arrière.

La sortie des conteneurs devra pouvoir s'effectuer à moins de 3 mètres par rapport à l'arrière de notre camion.

L'aire devra être située en dehors des zones de stationnement afin qu'aucun véhicule ne puisse empêcher la collecte et la manipulation des bacs.

Si la voie publique se termine en impasse, le fond de cette dernière devra être aménagée d'une aire de retournement d'un diamètre minimum de 20 mètres.

En l'absence d'un tel aménagement, les conteneurs de l'utilisateur seront collectés à l'entrée de l'impasse, selon les modalités décrites ci-dessus.

Entre les collectes, les bacs doivent être stockés à l'intérieur des établissements, dans des locaux techniques adaptés (ci-joint une documentation technique).

Le dimensionnement de l'aire de présentation et des locaux de stockage des conteneurs doit être effectué par le porteur du projet en fonction des activités qui seront hébergées sur le site et en intégrant :



Communauté du Pays Voironnais

COMMUNAUTÉ DU PAYS VOIRONNAIS

40, rue Mainssieux - CS 80363
38516 Voiron cedex
Tél. : 04 76 93 17 71

- les fréquences de collecte de la CAPV, à savoir, une fois par semaine pour les déchets alimentaires compostables, toutes les deux semaines pour le tri sélectif des emballages, des papiers et les déchets assimilés aux ordures ménagères résiduels, une fois par semaine pour le carton.

- les obligations portées par le règlement de collecte de la CAPV, notamment l'utilisation de bacs conformes à la norme NF.EN.840/1 et 840/5 et 6.

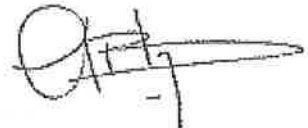
- la délibération n° 05-122 JMB/GM qui prévoit **des seuils hebdomadaires** maximums de collecte pour un usager, par le service de la CAPV, de **5000 litres pour les déchets assimilables aux déchets ménagers et de 3000 litres pour les cartons.**

- la possibilité pour les professionnels d'avoir recours au prestataire de leur choix, pour la gestion de leurs déchets. **Le porteur de projet prévoira une aire de stockage adaptée avec les moyens techniques correspondants** (bennes...) notamment pour les déchets encombrants (cartons, palettes...).

- le respect du décret n°2016-288 du 10 mars 2016 relatif au tri à la source et à la valorisation de 5 flux de déchets (Art. D543 à 287 du code de l'environnement).

Restant à votre disposition, veuillez recevoir, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

Isabelle BAGDAHN,
Responsable Projets Aménagements





**PRÉFET
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**



MAIRIE DE VOREPPE		
ARRIVEE LE		
22 DEC. 2020		
N°	ORIGINAL POUR SUITE A DONNER	
COPIES	Pour info	Pour avis

Grenoble, le 17/12/2020

Affaire suivie par : Christelle Tain

Unité départementale de l'Isère
Pôle Territorial
Tél. : 04 76 69 34 30
Courriel : christelle.tain@developpement-durable.gouv.fr

OBJET : Suite avis permis de construire – Société Lely environnement

Monsieur,

Vous nous avez adressé le dossier de permis de construire déposé par la société Lely environnement à Voreppe.

Le dossier fait état de :

- La construction d'un bâtiment à usage de bureaux
- Un hall abritant un atelier de chaudronnerie et un atelier mécanique
- Une zone abritée de stationnement poids lourd

Je vous signale que l'atelier de chaudronnerie et l'atelier mécanique sont susceptibles d'entrer dans le champ des ICPE mais qu'à ce stade, nous n'avons aucune information sur ce projet.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Christelle Tain

Maire de Voreppe
1, place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 Voreppe Cedex



Reçu le 28 -12- 2020

VOS REF PC 038 565 20 1 0017

Mairie de VOREPPE
1 Place Charles de Gaulle
CS 40147

NOS REF LE-CML-GMR DAU-2020-405 MN

SERVICE ADS
38341 VOREPPE Cedex

INTERLOCUT
EUR Muriel NESPOULOUS

TÉLÉPHONE 04 38 70 13 29

MAIL muriel.nespoulous@rte-france.com

OBJET Rue Vaucanson à VOREPPE

Seyssinet Pariset, le 18/12/2020

Avec Accusé de Réception

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis pour avis la demande de Permis de Construire déposée par la société LELY ENVIRONNEMENT concernant les parcelles situées sur le territoire de la commune de VOREPPE et cadastrées section BN et numéros 814 et 816p.

Nous vous confirmons que ces parcelles se situent à proximité immédiate de la ligne aérienne à 63KV GORGES PRE DES HERBES VOREPPE.

Au vu des éléments du dossier de demande d'autorisation que vous avez bien voulu nous communiquer, il s'avère que le projet **respecte la distance minimale par rapport à l'ouvrage prescrite par l'arrêté fixant les conditions auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique (dit « Arrêté technique »).**

Si le pétitionnaire devait modifier son projet, il serait nécessaire de nous le communiquer afin que nous puissions nous assurer qu'il est toujours compatible avec la ligne précitée.

Par ailleurs, il conviendra d'indiquer au pétitionnaire que, pour l'exécution des travaux, il devra se conformer aux obligations réglementaires rappelées ci-dessous :

- Toute personne qui envisage de réaliser une construction au voisinage de nos ouvrages doit, après consultation du guichet unique (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr), se conformer aux procédures de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) fixées par les articles R. 554-1 et suivants du Code de l'Environnement.
- Pour les travaux situés à proximité des lignes électriques, les travaux doivent être exécutés dans le strict respect des articles R. 4534-107 et suivants du Code du Travail, issus de la codification du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.

- Une hauteur de surplomb de 8 mètres minimum entre les conducteurs et les voies de circulation (Arrêté Interministériel du 2 avril 1991 – Article 24).
- Pour tout projet de construction à proximité immédiate de la ligne, la distance minimale horizontale à respecter est de 5 mètres pour tous les ouvrages, étant précisé que cette distance doit être dans tous les cas augmentée pour tenir compte de l'effet du vent sur les câbles conducteurs (notée "zone de protection" sur le plan profil en long).

Les distances précitées devront être augmentées pour permettre la construction et l'entretien des bâtiments dans le respect des dispositions du Code du Travail relatives aux travaux au voisinage de lignes électriques (articles R. 4534-107 et s. du Code du travail). Les candélabres d'éclairage, les panneaux et les oriflammes sous ou à proximité de la ligne électrique aérienne devront être distants de 5 mètres des câbles conducteurs de notre ligne, ceux-ci étant positionnés dans les conditions les plus défavorables de température et de vent.

- Toute végétation sous ou à proximité de la ligne électrique aérienne doit être distante de 5 mètres des câbles conducteurs de la ligne, ces derniers étant positionnés dans les conditions les plus défavorables de température et de vent.

Cette végétation sera élaguée ou coupée **par les soins de RTE**, sur une largeur et une hauteur suffisante pour que les branches ne puissent venir à moins de 5 mètres des câbles conducteurs ou des pylônes.

Ces plantations doivent être des espèces à croissance verticale limitée, ce qui exclut les arbres de haut jet.

- Pour assurer la stabilité de notre ouvrage et la conformité des distances des câbles conducteurs par rapport au sol, RTE doit être informé des travaux entraînant une modification du niveau du sol sous la ligne et à moins de 35.00 mètres des massifs de fondations du pylône.

Les massifs de fondations du pylône ne devront être ni remblayés, ni déchaussés lors des divers travaux d'aménagements.

- **Aucune grue ou engin, matériau ou matériel ou personnel ne pourront pénétrer dans les zones de protection (y compris en cas de basculement) et aucun surplomb de nos ouvrages pendant ou après les travaux, ne pourra être autorisé.**

Vous trouverez ci-joint, à cet effet :

- Un extrait de plan au 1/5000 ème de l'ouvrage concerné.
- Un document rappelant l'ensemble des dispositions du Code du travail précitées.

Nous vous saurions gré de bien vouloir transmettre ces informations ainsi que les plans au pétitionnaire afin que celui-ci les prenne en compte dans son projet.

Nous vous précisons enfin que cette réponse vaut uniquement pour les ouvrages dont RTE est gestionnaire (ouvrages dont la tension est supérieure à 50 kV), et qu'il peut exister, sur le(s) terrain(s) d'assiette de la construction projetée, des ouvrages de distribution d'énergie électriques ou des ouvrages de transport et de distribution de gaz qui dépendent d'autres exploitants (ENEDIS, régies, ENGIE, etc.). Nous vous invitons donc à vous rapprocher de ces derniers pour obtenir toutes les informations utiles.

Restant à votre entière disposition pour toutes précisions que vous souhaiteriez obtenir, nous vous prions de bien vouloir agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

P/O Le Directeur du G.M.R. DAUPHINE

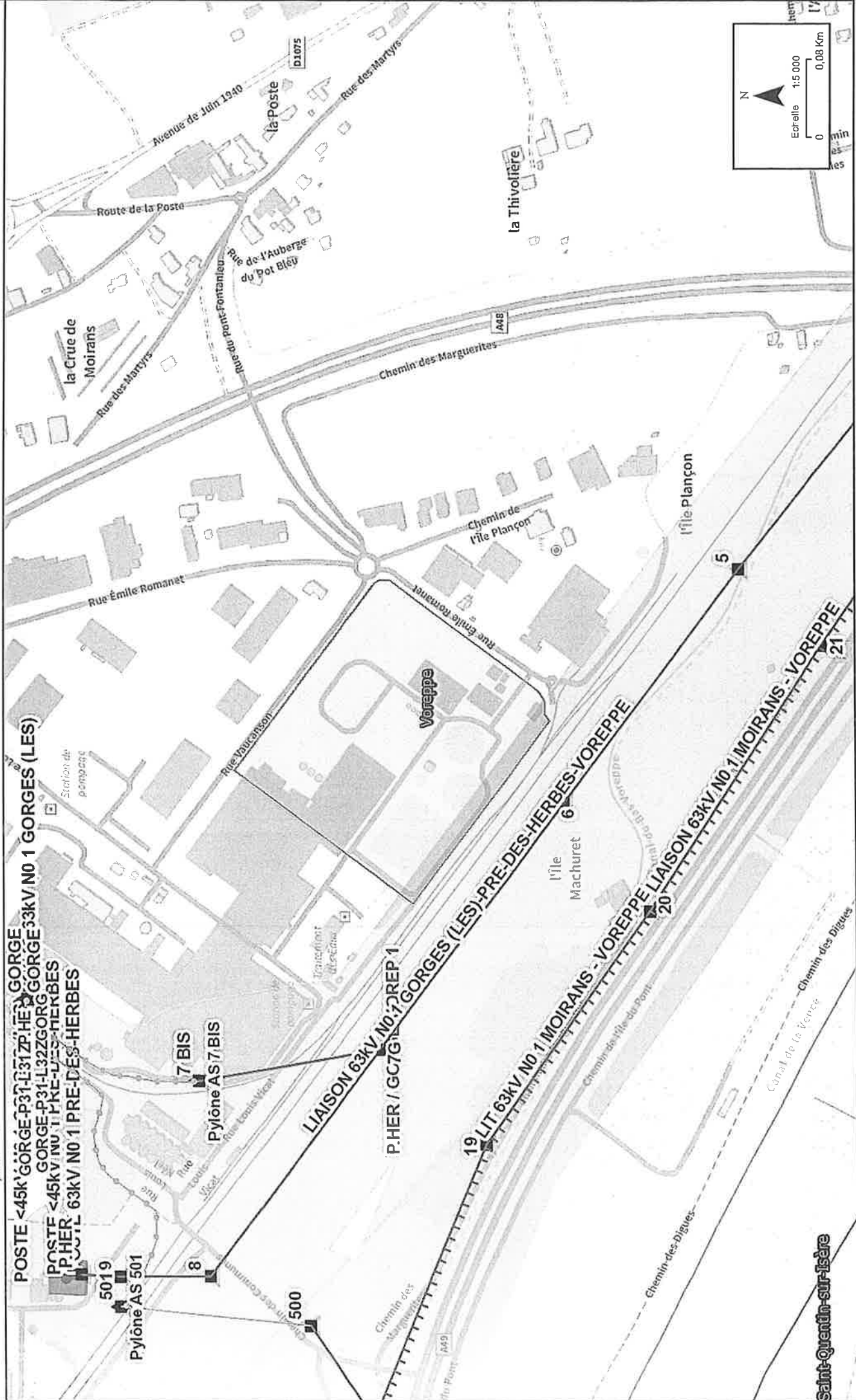
Alexandra TIVERRIER

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by several smaller, more intricate strokes, ending in a long horizontal line that extends to the right.

PJ: celles annoncées

Copies: appuis

Légende des ouvrages électriques



Rte

Réseau de transport d'électricité



Vous avez un projet ? Vous réalisez des travaux ?

Vous pouvez être à proximité de réseaux électriques...

- Avez-vous effectué toutes les démarches nécessaires pour assurer votre sécurité ?
- Avez-vous localisé tous les réseaux électriques ?
 - } Vos obligations
 - } Mesures de sécurité



Vos contacts :

RTE - Groupe d'Exploitation Transport Dauphiné
73, rue du Progrès
38170 SEYSSINET PARISET
N° de téléphone : 04 38 70 13 13
N° Fax : 04 38 70 13 14

www.prdys.fr
www.sousleslignes-prudence.com

Vos obligations

Etape projet : Maître d'ouvrage



1 Visiter le site afin de reconnaître les réseaux aériens et supposer les réseaux souterrains.



2 Consulter le téléservice www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr pour identifier les exploitants de réseaux à proximité.



3 Nous envoyer une Déclaration de projet de Travaux (DT), 3 mois avant la signature du marché de travaux¹.



4 Une réponse de nos services doit vous parvenir dans un délai de 9 jours² (validité 3 mois).



5 Faire le cas échéant procéder à des investigations complémentaires pour préciser la localisation des réseaux.

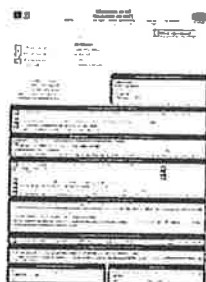


6 Communiquer la réponse de la DT dans le dossier de consultation des entreprises.

Etape réalisation – chantier : Entreprise



7 Envoyer la Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) 10 jours ouvrables au moins avant l'exécution des travaux¹.



8 Nos services disposent de 9 jours à partir de la date de réception de votre DICT pour vous faire parvenir leur réponse² (validité 3 mois).



9 Mettre en œuvre les mesures de sécurité préconisées par nos services (voir au dos).

¹ Les DT et DICT sont établies sur un imprimé CERFA 14434 à envoyer par courrier ou par fax, ou bien renseignées et envoyées via Internet en utilisant les services d'un opérateur spécialisé, comme www.protys.fr (demande « dématérialisée »).

² le délai est porté à 15 jours si la déclaration est envoyée par fax ou courrier

Démarche

Code de l'environnement articles L. 554-1 à L. 554-5 et R. 554-1 à R. 554-38

Zone d'implantation des réseaux :

La consultation gratuite du téléservice www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr permet de positionner les travaux projetés par rapport aux zones d'implantation des réseaux et d'identifier les exploitants de réseaux concernés (RTE, France Télécom, ERDF, GrDF, Services des eaux,..). Lors de la consultation le téléservice délivre un numéro d'identification qui devra obligatoirement être reporté sur les DT et DICT.

Classe de précision de la localisation :

L'incertitude maximale de localisation du réseau est caractérisée par la classe de précision des plans :

Classe A : < 0,40 m

Classe B : entre 0,40 m et 1,50 m

Classe C : > 1,50 m

Dans le cas des classes B et C le maître d'ouvrage doit réaliser des investigations complémentaires pour préciser la localisation.

Déclaration de projet de Travaux (DT)

Au stade de l'étude, une déclaration de projet de travaux doit être adressée à chacun des exploitants d'ouvrages, dès lors que les travaux envisagés se situent à moins de 50 mètres d'un réseau.

Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT)

Au moins 10 jours avant les travaux, les entreprises, les entreprises sous-traitantes ou membres d'un groupement d'entreprises chargées de l'exécution des travaux, ainsi que les particuliers doivent adresser une déclaration d'intention de commencement de travaux à la commune et à chaque exploitant d'ouvrages concerné par les travaux.

MESURES DE SÉCURITÉ

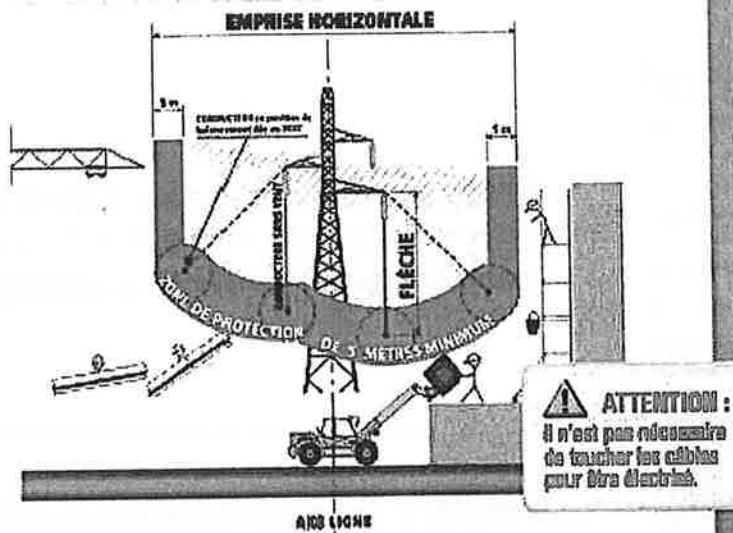
Lignes aériennes : 5 mètres

Le cadre légal :

Code du travail (livre V titre III)

L'employeur s'assure qu'au cours de l'exécution des travaux les travailleurs ne sont pas susceptibles de s'approcher ou d'approcher les outils, appareils ou engins qu'ils utilisent, ou une partie quelconque des matériels et matériaux qu'ils manipulent, à une distance inférieure à cinq mètres des pièces conductrices nues normalement sous tension. Il est tenu compte :

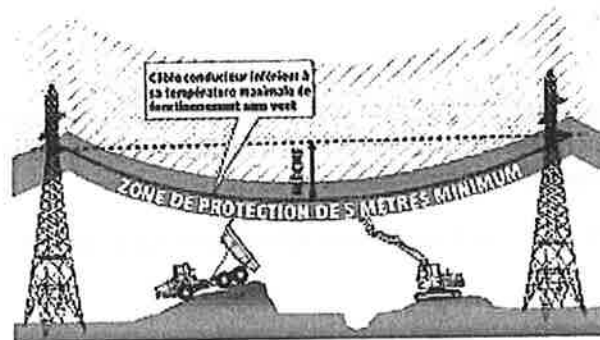
1. de tous les mouvements possibles des pièces conductrices nues sous tension de la ligne, caténaire ou installation électrique ;
2. de tous les mouvements, déplacements, balancements, frottements, notamment en cas de rupture éventuelle d'un organe, ou chutes possibles des engins utilisés pour les travaux envisagés.



Chaque pylône est identifié par une plaque métallique indiquant le ou les noms des lignes qu'il supporte et le numéro du pylône.

Ci-dessus, le pylône porte le numéro 20 et supporte 2 lignes à 400 000 volts reliant le poste de transformation de Chaffard à celui de Grande Ile.

Distances à respecter lors de l'exécution des travaux en voisinage de lignes électriques aériennes HTB : 5 mètres.

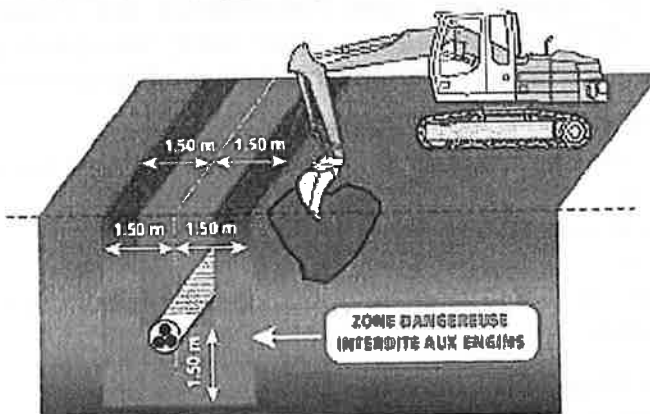


Lignes souterraines : 1,5 mètre

Le cadre légal :

L'employeur s'informe s'il existe des canalisations électriques souterraines à l'intérieur du périmètre des travaux projetés ou à moins de 1,50 mètre à l'extérieur de ce périmètre. Le parcours des canalisations et l'emplacement des installations sont balisés de façon très visible. L'employeur désigne une personne compétente pour surveiller les travailleurs et les alerter dès qu'ils s'approchent ou approchent leurs outils à moins de 1,50 mètre des canalisations et installations électriques souterraines.

Distances à respecter lors de l'exécution des travaux en voisinage de canalisations électriques souterraines : 1,50 mètre



ANNEXE RELATIVE AU RAPPEL DES DISPOSITIONS DU CODE DU TRAVAIL POUR LES LIGNES AERIENNES

Rappels des dispositions du Code du Travail pour les travaux au voisinage de lignes électriques aériennes HTB :

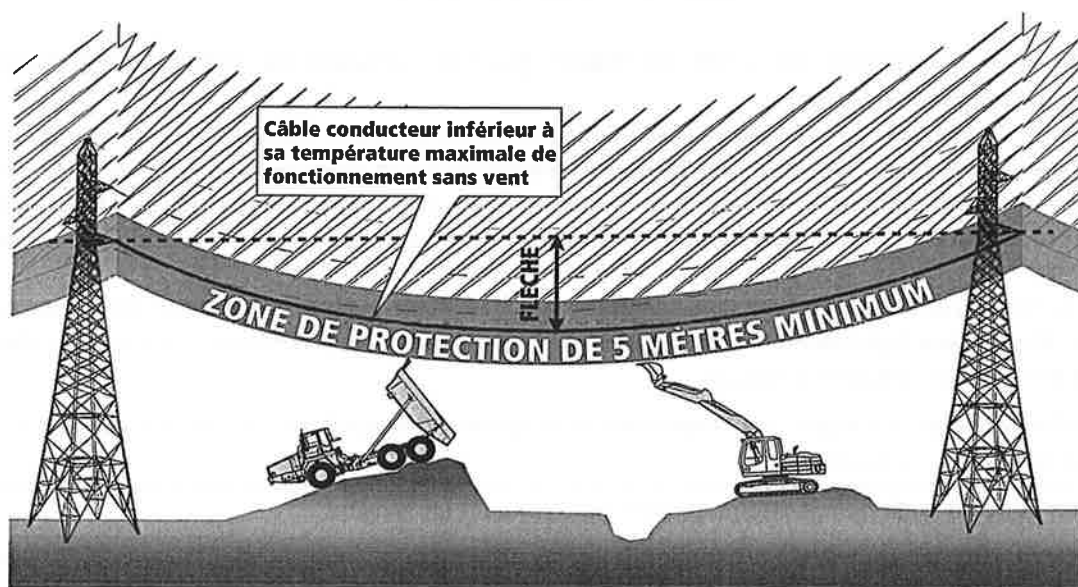
Le Code du Travail, prévoit que tous travaux (en considérant le gabarit maximum des engins et des objets manipulés) réalisés à moins de 5 mètres des conducteurs électriques des lignes aériennes (dans les conditions les plus défavorables de température et de balancement dû au vent) d'une tension supérieure à 50 000 Volts ne peuvent être effectués qu'après mise hors tension de la ligne électrique.

Toute personne, quelque soit son statut (employeur, travailleur indépendant, particulier...) qui va réaliser des travaux à proximité d'une ou plusieurs lignes électriques aériennes sous tension doit mettre en œuvre les mesures suivantes :

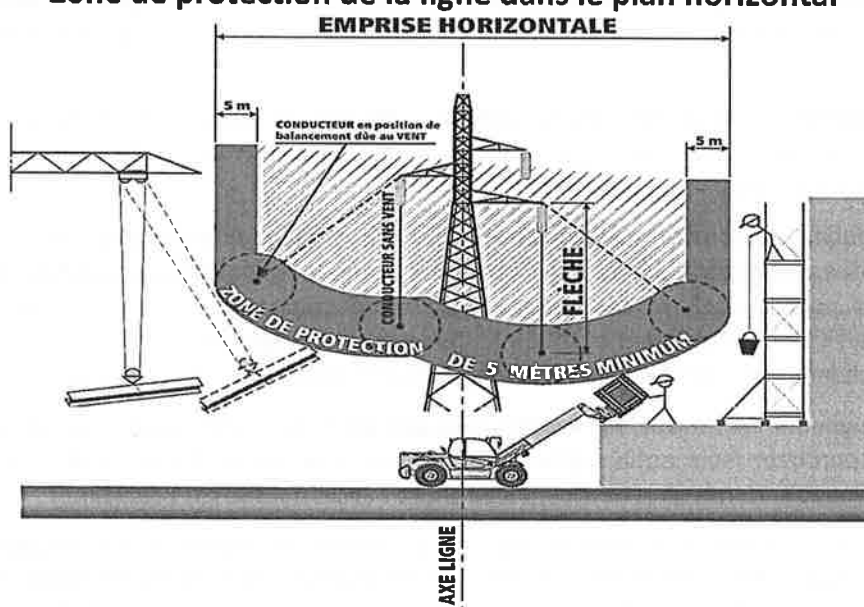
1. Prendre connaissance auprès de l'exploitant de la tension des lignes électriques aériennes, de la hauteur des câbles conducteurs.
2. Définir et écrire le mode opératoire qui sera suivi pendant les travaux.
3. Mettre en place aux entrées du chantier des portiques indiquant la présence des lignes électriques aériennes et le danger qu'elles représentent.
4. Matérialiser et imposer les zones de livraisons en dehors de l'emprise des lignes aériennes sous tension.
5. Utiliser pour les travaux, que des engins dont le gabarit maximum est tel, qu'ils ne pourront en aucun cas s'approcher à moins de 5 mètres des conducteurs électriques des lignes aériennes sous tension.
6. Dans l'impossibilité d'utiliser les engins ci-dessus, mettre en place des obstacles efficaces solidement fixés, interdisant de s'approcher à moins de 5 mètres des conducteurs électriques des lignes aériennes sous tension.
7. Dans l'impossibilité de construire les obstacles ci-dessus, délimiter matériellement la zone de travail, dans tous les plans possibles, par une signalisation très visible (telle que pancartes, portiques, barrières, rubans courts, etc.) et désigner une personne compétente (surveillant de sécurité électrique habilité H0V conformément à UTE 18-510) ayant pour unique fonction de s'assurer que les salariés ne franchissent pas la limite de la zone de travail et de les alerter dans le cas contraire.
8. S'assurer que pendant les travaux, les ouvriers évoluant sur le bâtiment ne pourront en aucun cas s'approcher ou approcher leurs outils, agrès ou matériaux, à moins de 5 mètres des conducteurs électriques des lignes aériennes sous tension, en interdisant l'accès dans le cas contraire.
9. Dans tous les cas, porter à la connaissance du personnel au moyen d'une consigne écrite, l'interdiction de s'approcher à moins de 5 mètres des conducteurs électriques des lignes aériennes sous tension, les mesures de protection choisies qui seront mises en œuvre lors de l'exécution des travaux.

Lorsque les règles ci-dessus ne peuvent pas être respectées, la mise hors tension et la consignation de la ligne aérienne est impérative. Elle doit être demandée par l'employeur à l'exploitant.

Zone de protection de la ligne dans le plan vertical



Zone de protection de la ligne dans le plan horizontal



ZONE DE PROTECTION à observer pour l'exécution de travaux au voisinage d'une ligne aérienne électrique dont la tension est supérieure à 50000 Volts.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à contacter votre interlocuteur RTE.

RAPPEL du Code du Travail (4ème partie) : Santé et Sécurité au Travail

LIVRE V : Prévention des risques liés à certaines activités ou opérations

TITRE III : Bâtiment et Génie Civil

CHAPITRE IV : Prescriptions techniques de protection durant l'exécution des travaux

SECTION 12 : Travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques

=> Créé par Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

Sous-section 1 :

Lignes, canalisations et installations intérieures et extérieures de haute tension et de basse tension B et lignes, canalisations et installations situées à l'extérieur de locaux et de basse tension A

Paragraphe 1 : Champ d'application :

- **Article R.4534-107** (ex article 171 du décret 65-48 modifié) :

« Les dispositions de la présente sous-section s'appliquent lors de l'exécution de travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques :

- 1 - Situées à l'extérieur de locaux et du domaine basse tension A (BTA), c'est-à-dire dont la tension excède 50 volts, sans dépasser 500 volts en courant alternatif, ou excède 120 volts, sans dépasser 750 volts en courant continu lisse ;
- 2 - Situées à l'extérieur ou à l'intérieur de locaux et du domaine basse tension B (BTB), c'est-à-dire dont la tension excède 500 volts, sans dépasser 1000 volts en courant alternatif, ou excède 750 volts, sans dépasser 1500 volts en courant continu lisse ;
- 3 - Situées à l'extérieur ou à l'intérieur de locaux et du domaine haute tension A (HTA), c'est-à-dire dont la tension excède 1000 volts en courant alternatif sans dépasser 50000 volts ou excède 1500 volts sans dépasser 75000 volts en courant continu lisse ;
- 4 - Situées à l'extérieur ou à l'intérieur de locaux et du domaine haute tension B (HTB), c'est-à-dire dont la tension excède 50000 volts en courant alternatif ou excède 75000 volts en courant continu lisse ».

Paragraphe 2 : Distances minimales de sécurité :

- **Article R.4534-108** (ex article 172 du décret 65-48 modifié)

« L'employeur qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques s'informe auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations. Au vu de ces informations, l'employeur s'assure qu'au cours de l'exécution des travaux les travailleurs ne sont pas susceptibles de s'approcher ou d'approcher les outils, appareils ou engins qu'ils utilisent, ou une partie quelconque des matériels et matériaux qu'ils manutentionnent, à une distance dangereuse des pièces conductrices nues normalement sous tension, notamment, à une distance inférieure à :

- 1 - Trois mètres pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions, en valeur efficace pour le courant alternatif, existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est inférieure à 50000 volts; pour le courant alternatif, existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est égale ou supérieure à 50000 volts ».

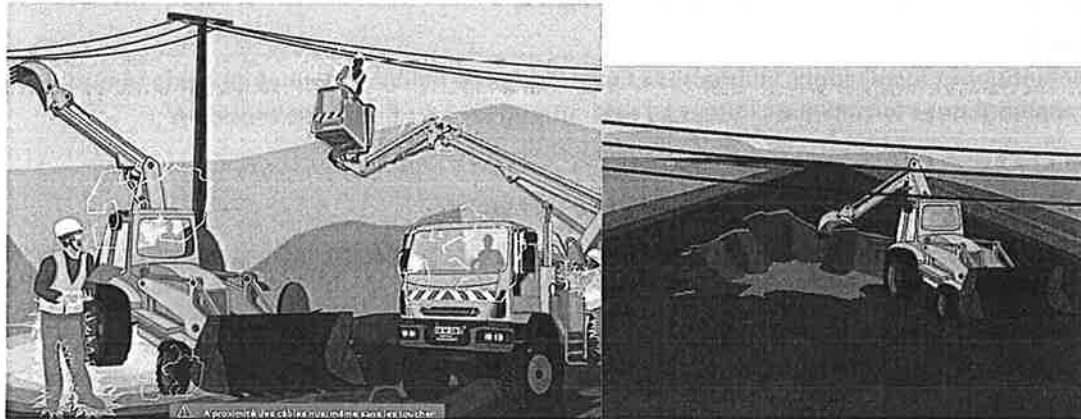
- **Article R.4534-109** (ex article 172 du décret 65-48 modifié)

« Il est tenu compte, pour déterminer les distances minimales à respecter par rapport aux pièces conductrices nues normalement sous tension :

- 1 - De tous les mouvements possibles des pièces conductrices nues sous tension de la ligne, canalisation ou installation électrique ;

2 - De tous les mouvements, déplacements, balancements, fouettements, notamment en cas de rupture éventuelle d'un organe, ou chutes possibles des engins utilisés pour les travaux envisagés ».

RESTEZ TOUJOURS A PLUS DE 5 METRES DES CABLES CONDUCTEURS SOUS TENSION



VIGILANCE ACCRUE PENDANT LES MANUTENTIONS ET LES LIVRAISONS (matériaux, béton, etc...)

Paragraphe 3 : Travaux exécutés hors tension :

- **Article R.4534-111** (ex article 174 du décret 65-48 modifié)

« L'employeur ne peut accomplir les travaux qu'après la mise hors tension de l'installation électrique, à moins que l'exploitant ait fait connaître par écrit qu'il ne peut, pour une raison qu'il juge impérieuse, procéder à la mise hors tension. Dans ce dernier cas, l'employeur se conforme aux prescriptions du paragraphe 4 ».

- **Article R.4534-112** (ex article 175 du décret 65-48 modifié)

« Lorsqu'il a été convenu de mettre hors tension la ligne, la canalisation ou l'installation électrique, souterraine ou non, l'employeur demande à l'exploitant de faire procéder à cette mise hors tension. Il fixe, après accord écrit de l'exploitant, les dates auxquelles les travaux pourront avoir lieu et, pour chaque jour, l'heure du début et de la fin des travaux. Ces indications, utiles pour l'organisation des travaux, ne dispensent pas d'établir et de remettre l'attestation de mise hors tension et l'avis de cessation de travail ».

- **Article R.4534-113** (ex article 175 du décret 65-48 modifié)

« Le travail ne peut commencer que lorsque l'employeur est en possession de l'attestation de mise hors tension écrite, datée et signée par l'exploitant ».

- **Article R.4534-114** (ex article 175 du décret 65-48 modifié)

« Lorsque le travail a cessé, qu'il soit interrompu ou terminé, l'employeur s'assure que les travailleurs ont évacué le chantier ou ne courent plus aucun risque. Il établit alors et signe l'avis de cessation de travail qu'il remet à l'exploitant, cette remise valant décharge ».

- **Article R.4534-115** (ex article 175 du décret 65-48 modifié)

« Lorsque l'employeur a délivré l'avis de cessation de travail, il ne peut reprendre les travaux que s'il est en possession d'une nouvelle attestation de mise hors tension ».

- **Article R.4534-116** (ex article 175 du décret 65-48 modifié)

« L'attestation de mise hors tension et l'avis de cessation de travail sont conformes à un modèle fixé par un arrêté du ministre chargé du travail.

La remise en mains propres de ces documents peut être remplacée par l'échange de messages

téléphoniques ou électroniques enregistrés sur un carnet spécial et relus en retour, avec le numéro d'enregistrement, lorsque le temps de transmission d'un document écrit augmenterait dans une mesure excessive la durée de l'interruption de la distribution ».

Paragraphe 4 : Travaux exécutés sous tension

- **Article R.4534-118** (ex article 176 du décret 65-48 modifié)

« Lorsque l'exploitant a fait connaître par écrit qu'il ne peut, pour une raison qu'il juge impérieuse, mettre hors tension la ligne, la canalisation ou l'installation électrique au voisinage de laquelle les travaux seront

accomplis, l'employeur arrête, avant le début des travaux et en accord avec l'exploitant, les mesures de sécurité à prendre.

L'employeur porte, au moyen de la consigne prévue par l'article R. 4534-125, ces mesures à la connaissance des travailleurs ».

- **Article R.4534-119** (ex article 177 du décret 65-48 modifié)

« Lorsque les travaux à réaliser se situent au voisinage d'une ligne ou d'une installation électrique autre qu'une canalisation souterraine et que l'exploitant, pour une raison qu'il juge impérieuse, estime qu'il ne peut mettre hors tension cette ligne ou cette installation, la consigne prévue par l'article R. 4534-125 précise les mesures à prendre pour mettre la ligne ou l'installation hors d'atteinte des travailleurs ».

- **Article R.4534-120** (ex article 177 du décret 65-48 modifié)

« S'il n'est pas possible de recourir aux mesures prévues à l'article R. 4534-119, la consigne prévue par l'article R. 4534-125 prescrit aux travailleurs de porter des gants isolants mis à leur disposition par l'employeur ainsi que des vêtements à manches longues et une coiffe. Ces mesures ne font pas obstacle aux mesures propres à isoler les travailleurs par rapport au sol ».

- **Article R.4534-121** (ex article 177 du décret 65-48 modifié)

« Lorsque la ligne ou l'installation électrique est des domaines basse tension B (BTB), haute tension A (HTA) et haute tension B (HTB), la mise hors d'atteinte de cette ligne ou de cette installation est réalisée en mettant en place des obstacles efficaces solidement fixés devant les conducteurs ou pièces nus sous tension, ainsi que devant le neutre.

Si cette mesure ne peut être envisagée, la zone de travail est délimitée matériellement, dans tous les plans possibles, par une signalisation très visible, telle que pancartes, barrières, rubans. La consigne prévue par l'article R. 4534-125 précise les conditions dans lesquelles cette délimitation est réalisée. En outre, l'employeur désigne une personne compétente ayant pour unique fonction de s'assurer que les travailleurs ne franchissent pas la limite de la zone de travail et de les alerter dans le cas contraire.

Les mises hors d'atteinte susceptibles d'amener des travailleurs à une distance dangereuse des pièces conductrices nues normalement sous tension, ainsi que l'intervention directe sur des lignes, installations électriques ou pièces nues normalement sous tension, ne peuvent être accomplies que par des travailleurs compétents et pourvus du matériel approprié ».

- **Article R.4534-123** (ex article 179 du décret 65-48 modifié)

« Lorsque des engins de terrassement, de transport, de levage ou de manutention doivent être utilisés ou déplacés au voisinage d'une ligne, installation ou canalisation électrique de quelque classe que ce soit, et que l'exploitant, pour une raison qu'il juge impérieuse, estime qu'il ne peut mettre hors tension cette ligne, installation ou canalisation, les emplacements à occuper et les itinéraires à suivre par ces engins sont choisis, dans toute la mesure du possible, de manière à éviter qu'une partie quelconque des engins approche de la ligne, installation ou canalisation à une distance inférieure aux distances minimales de sécurité fixées par les articles R. 4534-108 et R. 4534-110.

S'il ne peut en être ainsi, la consigne prévue par l'article R. 4534-125 précise les précautions à prendre pour éviter de tels rapprochements, même s'il existe des limiteurs de déplacement des éléments mobiles ou si des dispositions appropriées d'avertissement ou d'arrêt ont été prises ».

Paragraphe 5 : Dispositions communes :

- **Article R.4534-124** (ex article 180 du décret 65-48 modifié)

« En cas de désaccord entre l'employeur et l'exploitant, soit sur la possibilité de mettre l'installation hors tension, soit, dans le cas où la mise hors tension est reconnue impossible, sur les mesures à prendre pour assurer la protection des travailleurs, les contestations sont portées par l'employeur devant l'inspecteur du travail, qui tranche le litige, en accord, s'il y a lieu, avec le service chargé du contrôle de la distribution d'énergie électrique en cause ».

- **Article R.4534-125** (ex article 181 du décret 65-48 modifié)

« En application des dispositions de la présente sous-section et avant le début des travaux, l'employeur :

1 - Fait mettre en place les dispositifs protecteurs nécessaires ;

2 - Informe les travailleurs, au moyen d'une consigne écrite, sur les mesures de protection à mettre en œuvre lors de l'exécution des travaux ».

Si cette mesure ne peut être envisagée, la zone de travail est délimitée matériellement, dans tous les plans possibles, par une signalisation très visible, telle que pancartes, barrières, rubans. La consigne prévue par l'article R. 4534-125 précise les conditions dans lesquelles cette délimitation est réalisée. En outre, l'employeur désigne une personne compétente ayant pour unique fonction de s'assurer que les travailleurs ne franchissent pas la limite de la zone de travail et de les alerter dans le cas contraire.

Les mises hors d'atteinte susceptibles d'amener des travailleurs à une distance dangereuse des pièces conductrices nues normalement sous tension, ainsi que l'intervention directe sur des lignes, installations électriques ou pièces nues normalement sous tension, ne peuvent être accomplies que par des travailleurs compétents et pourvus du matériel approprié ».

MAIRIE DE VOREPPE		
ARRIVEE LE		
- 6 JAN. 2021		
N°	ORIGINAL POUR SUITE A DONNER	
COPIES	Pour info	Pour avis

Direction des Opérations
Pôle Exploitation Rhône-Méditerranée
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
10 rue Pierre Semard
CS 50329 - 69363 LYON CEDEX 07
Téléphone +33(0)4 78 65 59 59
www.grtgaz.com

MAIRIE DE VOREPPE
HOTEL DE VILLE
PLACE CHARLES DE GAULLE
CS 40147
38340 VOREPPE

Affaire suivie par : Nonciate FAMIANO

VOS RÉF. PC0385652010017
NOS RÉF. P2020-009132
INTERLOCUTEUR Delphine DEGRANGE ☎ 04 78 65 59 39
OBJET Avis sur le projet de Construction et réhabilitation de bâtiments pour l'installation de l'entreprise LELY ENVIRONNEMENT - Parcelles BN 814 et 816p - RUE VAUCANSON 38340 VOREPPE

Lyon, le 4 janvier 2021

Madame,

Nous accusons réception de votre dossier concernant le projet cité en objet reçu par nos services en date du 10/12/2020.

Ce projet est situé à proximité des ouvrages de transport de gaz naturel suivants, pour lesquels sont définies des servitudes d'utilité publique (SUP) de maîtrise de l'urbanisation, en application des articles L.555-16 et R.555-30 du code de l'environnement :

Canalisations	DN	PMS (bar)	Largeur SUP (1) (m)
MOIRANS- PIQUE PIERRE- JARRIE	400	47.8	120
MOIRANNOYAREY	400	67.7	145

(1) Bande située de part et d'autre des ouvrages, associée à la servitude d'utilité publique de maîtrise de l'urbanisation prise en application du code de l'environnement (article R.555-30)

La présence de nos ouvrages nécessite des précautions particulières en matière d'urbanisme de manière à limiter l'exposition des riverains aux risques qu'ils peuvent occasionner.

1. Contraintes liées à l'urbanisation

Au vu des éléments fournis, les parcelles sur lesquelles se trouvent le projet se situent à proximité immédiate de la canalisation DN 400 " MOIRANS- PIQUE PIERRE- JARRIE " et à 70 mètres environ de la canalisation DN 400 " MOIRANS- NOYAREY " Elles sont donc impactées par la Servitude d'Utilité Publique de maîtrise de l'urbanisation du phénomène dangereux de référence majorant.

Ces parcelles se trouvent également à proximité d'une canalisation DN 80 hors service hors gaz, à laquelle aucune zone de danger n'est associée.

Le transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques par canalisation est indispensable à l'approvisionnement énergétique de notre pays et à son développement économique. Il est reconnu comme le mode de transport le plus sûr et de moindre impact pour l'environnement. Il nécessite toutefois des précautions particulières en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.

En tant que gestionnaire de réseau de transport de gaz naturel soucieux de sécurité, GRTgaz se doit de rappeler l'existence de ce risque et ne souhaite pas voir augmenter la densité de population dans les SUP de ses ouvrages.

Tel que décrit, les projets de bâtiment de bureaux et de hall observent un recul de plus de 150 mètres par rapport à nos ouvrages de transport de gaz naturel ; ils se situent donc en dehors de la servitude d'utilité publique de maîtrise de l'urbanisation du phénomène dangereux de référence majorant. Ce recul devra être respecté.

Ainsi, au vu des éléments fournis et au regard du règlement de sécurité des canalisations de transport de gaz naturel, GRTgaz ne s'oppose pas au projet.

Il appartient à l'autorité délivrant l'autorisation, en lien avec le pétitionnaire et le service instructeur, d'établir si le projet justifie des restrictions de construction ou d'installation aux regards du risque, en application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme.

Il est toutefois préférable que des possibilités d'évacuation soient orientées du côté opposé aux ouvrages de transport de gaz naturel.

2. Contraintes liées à la sécurité industrielle

En application du point 2 de l'article 10 de l'arrêté du 5 mars 2014, nous avons en tant que transporteur la responsabilité d'inciter à la vigilance en matière d'implantation de matières à risque à proximité de nos ouvrages, notamment celles présentant des risques toxiques, d'incendie ou d'explosion.

Nous vous préconisons de respecter, pour la station-service, la distance minimale de sécurité suivante, correspondant à la distance des effets dominos (flux du 8 kW/m² à 120 secondes) :

Canalisation	DN	PMS (bar)	Distance des effets dominos (m)
MOIRANS- PIQUE PIERRE- JARRIE	400	47.8	105

3. Contraintes aux démolitions

Les démolitions de bâtiments, susceptibles de générer des effets vibratoires sur nos ouvrages, sont soumises à accord préalable de GRTgaz, à qui le maître d'œuvre doit communiquer les informations suivantes, nécessaires à une prise de décision :

- usage d'explosifs : indiquer leur nature, masse et distance de nos ouvrages ;
- autres moyens de démolition : évaluer la masse maximum des morceaux de démolition qui seront projetés au sol, la hauteur de chute, la distance de nos ouvrages.

Nous vous demandons de respecter les recommandations techniques applicables pour les projets de travaux de tiers (jointes en annexe).

4. Contraintes liées à l'implantation de nos ouvrages

En raison de sa proximité avec nos ouvrages, le projet devra respecter les dispositions suivantes :

- L'accessibilité de nos ouvrages doit rester possible en permanence, pendant et après les travaux,
- Tout travail de terrassement au droit de nos ouvrages ne pourra être réalisé qu'en présence d'un représentant de GRTgaz,
- Les croisements des différents réseaux à poser (eau, électricité, télédiffusion, téléphone, assainissement, incendie) doivent être réalisés conformément aux prescriptions de GRTgaz et à la norme NF P 98-332 « Chaussées et dépendances - Règles de distance entre les réseaux enterrés et règles de voisinage entre les réseaux et les végétaux ».
- Dans les traversées de voies de circulation nouvelles, y compris temporaires pour travaux, les ouvrages de transport doivent être protégés mécaniquement par un ouvrage de génie civil dont la capacité de résister aux surcharges prévisibles sera justifiée par note de calculs,
- Les parkings ou stockages de matériaux au-dessus des ouvrages sont à proscrire,
- La création de voirie à emprunt longitudinal des ouvrages est à proscrire,
- L'implantation de clôtures doit faire l'objet d'un accord avec GRTgaz,
- Il convient de ne pas prévoir de fondation à moins de 5 mètres des ouvrages (bord de fouille),

Vous trouverez, jointes au courrier, les recommandations techniques applicables à respecter pour les projets d'aménagements.

5. Préparation des travaux et rappel de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux

Notre représentant du SITE DE RENAGE (☎ 0478910019) se tient à la disposition du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre afin d'effectuer à titre gracieux le repérage de nos canalisations sur le terrain, la matérialisation de la servitude d'implantation et prescrire les mesures à prendre pour préserver la sécurité de nos ouvrages lors de la réalisation des travaux.

Le code de l'environnement (Livre V – Titre V – Chapitre IV) impose aux responsables de projets et exécutants de travaux, sur le domaine public comme dans les propriétés privées, de consulter le « Guichet Unique des réseaux » www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr et d'adresser une déclaration (DT-DICT) aux exploitants de réseaux présents à proximité du projet.

Conformément à l'article R. 554-26 du Code de l'environnement, lorsque le nom de GRTgaz est indiqué en réponse à la consultation du guichet unique, les travaux ne peuvent être entrepris tant que GRTgaz n'a pas répondu à la DICT et repéré ses ouvrages lors d'un rendez-vous sur site.

Nous restons à votre disposition pour tout complément que vous jugeriez utile et vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Benoît LANCE
Ingénieur Études Appui Réseau



P.J. : - Recommandations techniques applicables pour les projets d'aménagements ou de travaux à proximité de nos ouvrages de transport de gaz naturel

